

<http://www.parsseveille.info/la-grande-manif-du-14-juin-2016-ou,3430.html>

Paris s'éveille !

www.parsseveille.info

Diffamation publique ?

La grande manif du 14 juin 2016 ou comment la police déteste tout le monde

- Paris s'éveille - Actualités - Mouvements sociaux -



Date de mise en ligne : dimanche 19 juin 2016

Copyright © Paris s'éveille - Tous droits réservés

Le 14 juin s'est tenue la grande manifestation nationale contre la loi El-Khomry.

Premier problème : l'estimation du nombre de participants. Il y avait beaucoup, beaucoup de monde. Les organisateurs ont dit un million la police 80.000... moins de dix fois moins.

Ce qui est certain, c'est que la police ment. Mais la presse ose commenter que ce serait les organisateurs qui se seraient « décrédibilisés » (dixit *Le Monde*) en annonçant un chiffre si élevé. Les journaux seraient mieux placés pour faire des commentaires s'ils se donnaient la peine de les faire, ces comptages. Ça mettrait déjà un terme aux débats et permettrait de savoir de quoi on parle, au lieu de cette curieuse méthode d'estimation, que tout le monde aura fini par adopter, qui consiste à couper la poire en deux entre les chiffres des uns et ceux des autres.

C'était une manif nationale et les syndicats avaient fait venir plein de monde, en cars et en train, de l'ensemble du pays. On parle de 600 cars. La longueur du défilé, sa densité, le temps qu'il aura fallu pour sa dispersion en dépit des efforts insensés de la police, tout indique qu'il y avait effectivement beaucoup de monde.

Disons donc, après avoir recoupé l'ensemble des témoignages, qu'il y avait là certainement des centaines de milliers de personnes. Possiblement plus d'un demi-million. Très grosse manif. Historique, pourrait-on dire. Peut-être dans le « top 10 » des plus grandes manif d'histoire de France. Une information qui sera passée à la trappe, la presse ayant collectivement renoncé à sa fonction, et responsabilité, d'enregistreuse de « l'histoire immédiate ».

Ainsi, il est donc certain que la Préfecture produit des faux chiffres. Ne devrait-on envisager des plaintes pour diffusion de fausse information ? Qu'un syndicat exagère la participation à une manifestation ou plus simplement tende à choisir l'hypothèse haute, c'est normal, au sens où il reste dans son rôle.

Un autre problème de comptage, beaucoup plus gênant en fait, est aussi apparu avec le nombre des blessés. Là encore la presse défaillante ne se donne même pas la peine d'aller voir dans les hôpitaux et accepte de reproduire servilement le comptage comique proposé par la Préfecture qui voudrait qu'il y ait plus de policiers que de manifestants blessés !

On considère depuis toujours que la Préfecture aussi resterait « dans son rôle » en produisant des chiffres complètement fantaisistes minorant l'importance des manifestations de l'opposition. Son « rôle » étant compris là comme celui de porte-parole du gouvernement - et mentir serait comme « de bonne guerre ».

Or c'est là un détournement du sens des institutions : si elle servent à quelque chose, ce n'est pas en tant que structure partisane. On ne paye pas de impôts pour ça. La fonction et la raison d'être de la Préfecture est de permettre à tous les courants politiques de s'exprimer y compris sur la voie publique - c'est ce qu'on appelle le droit de manifester. Mais il semble que les ministres de l'Intérieur aient du mal à comprendre le sens des institutions dont ils ont la garde. Et les Préfets, loin de représenter l'impartialité de l'Etat sont en fait, pour l'essentiel, des militants politiques d'extrême-droite qui servent indifféremment droite et gauche.

Ainsi l'actuel Préfet de police de Paris, Michel Cadot, ancien directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie lorsque celle-ci était ministre de l'intérieur et proposait de fournir les moyens de la police française pour tenter de sauver la dictature de Ben Ali en Tunisie...

Autre matière à plainte, celle évoquée ces jours-ci, pour diffamation envers la CGT lorsque celle-ci est présentée comme responsable de la « casse » qui a pu se produire en marge de la manifestation.

Mais on trouvera dans les témoignages compilés ci-dessous matière à une autre plainte encore, bien plus grave, quant à la gestion de cette manifestation : pour annuler le message de cette très grande mobilisation politique, le Préfet Cadot - sous l'autorité directe du ministre Cazeneuve, du premier ministre Valls et du Président Hollande, qui tiennent, comme on aura compris, à faire passer en la force cette loi si impopulaire - aura mis en scène rien de moins qu'un état de guerre civile, la police et la gendarmerie ayant reçu instruction d'attaquer cette manifestation dès son départ et jusqu'à sa fin, forçant les manifestants à défiler de bout en bout sous un nuage de gaz lacrymogènes...

Beaucoup plus grave encore, l'instruction qui aura manifestement été donnée aux fonctionnaires chargés du « maintien de l'ordre » de frapper les manifestants à la tête.

Ainsi la quasi totalité des blessures enregistrées dans les services d'urgence des hôpitaux ou auprès des « street medics » - apparus en réponse à la violence permanente déployée par le Préfet Cadot contre ce mouvement - sont au visage ou au crâne.

Et pourquoi donc le gouvernement a-t-il opté pour une telle « tactique » consistant à donner une instruction aussi criminelle ? On l'aura compris dans les débats qui ont suivi : parce qu'ainsi on incite les manifestants déterminés à exercer leur droit de manifester en dépit de cette violence sans bornes, à se munir non seulement de lunettes de plongée, devenues indispensables pour traverser les gaz, mais aussi de casques pour protéger leurs crânes...

Et pourquoi préfère-t-on des manifestants casqués ? Parce que cela permet d'envoyer au reste de la population le message qu'on entend partout : ces gens-là, qui disent protester contre ce projet de loi qui porte atteinte profondément au droit de travail, ne seraient pas des citoyens comme les autres, qui voudraient simplement exprimer leur point de vue sur la voie publique, mais d'inquiétants individus qui rechercheraient l'affrontement et voudraient tout casser.

Pour que le message soit complet, on aura choisi là y compris de faire croire que ces manifestants sont prêts vraiment à tout, comme de s'attaquer à un hôpital - et pas n'importe lequel, l'hôpital Necker, « l'hôpital des enfants malades ». Et afin de produire ce dernier message assez choc pour contribuer largement à gommer toute autre information, le Préfet Cadot a ordonné à un fonctionnaire d'aller en casser les vitres...

Ce n'est pas là de la diffamation. On ne dispose pas ici de la fiche de paye de ce fonctionnaire-casseur, ni de l'enregistrement des instructions orales qui ont été données, mais les images, captées par smartphone, montrent bien le comportement très anormal de l'individu qui a ainsi brisé méthodiquement dix vitres en dix secondes pour disparaître aussitôt après, mission accomplie. Le gouvernement pouvait ainsi produire ses communiqués insultants envers les citoyens qui ne veulent pas de sa politique.

Fine manoeuvre, dira-t-on, puisqu'au résultat on sera parvenu à déplacer complètement le débat sur

un terrain où il n'a rien à faire, sans aucun rapport avec ce dont il est question, rappelons-le encore, la défense du droit du travail.

Il reste à espérer que ces méthodes abjectes de maintien de l'ordre, qui font du Préfet Cadot un « véritable Papon de notre temps », ne trompent en fait pas tant de monde. Mutatis mutandis, le Préfet Papon considérait de même que tous les moyens étaient bons - et on sait le carnage qu'il fit le 17 octobre 1961, lors d'une précédente manifestation empêchée à Paris. Voudra-t-il nous poursuivre ici pour « insultes » comme le Préfet Lambert, sous Hortefeux, qui a perdu devant la 17^e chambre, faut-il le rappeler ? Ou bien là pour « diffamation », puisqu'il n'a pas tant tué ? Ou bien préférera-t-il éviter tout débat judiciaire parce qu'en tout état de cause sa politique est indéfendable...

Mais que ce soit devant le tribunaux de la République ou ceux de l'Histoire, ces gens-là feraient bien de se méfier. S'il n'a pu recevoir le renfort promis par Michèle Alliot-Marie contrainte à la démission, Ben Ali, le dictateur qui avait institutionnalisé le pillage du pays et la torture pour ceux qui n'étaient pas d'accord, n'a pas moins dû dégager.

Le Préfet Cadot, Bernard Cazeneuve, Manuel Valls et François Hollande, n'ont qu'à bien se tenir.

Car on les a vu aussi instrumentaliser la mort de deux policiers poignardés par un Merah de rencontre. Or on sait aujourd'hui que Mohammed Merah était manipulé par la police politique - ainsi qu'on pouvait l'écrire ici dès l'époque. On sait aussi aujourd'hui que les armes qui ont servi au massacre du Bataclan, il y a moins d'un an, étaient fournies par un nazillon également indicateur de police. (Et quant au prétendu « complotisme », on sait aussi que Thierry Meyssan est un flic, larbin de Chirac comme de Sarkozy, et aujourd'hui de François Hollande et de Bachar el Assad comme il l'aura été avec moins de succès pour Khadafi.) On sait même aujourd'hui - ce que les spécialistes savent depuis toujours - que le trafic de haschich à grande échelle est en fait organisé par la police, ainsi que Libé l'a révélé ces dernières semaines sans que cela pose le moindre problème à l'organisation criminelle ainsi dénoncée.

Ces derniers mois est apparu chez les lycéens un curieux slogan : « *Tout le monde déteste la police* ». Depuis quelques jours, les manifestants ajoutent : « *La police déteste tout le monde* ».

Le nouvel Etat policier, qu'avait commencé à mettre en place, il y a longtemps maintenant, le ministre « socialiste » Jean-Pierre Chevènement, et dont Nicolas Sarkozy, ministre puis président, aura été le grand architecte, est une telle cochonnerie que ces gens ne laissent pas le choix : il va falloir non seulement qu'ils dégagent, mais qu'ils répondent de leur crimes.

Michel Sitbon

Street Medics : Bilan provisoire du mardi 14 juin

Pour commencer, nous tenons à souligner que cette manifestation était d'une ampleur exceptionnelle, tant par le nombre de manifestant-es présent-es que par la violence de la répression. Elle a été éprouvante pour touT-es les manifestant-es, medics compris-es. Plus de 100 medics venu-es de partout étaient présent-es pour l'événement.

La grande manif du 14 juin 2016 ou comment la police déteste tout le monde

La gazeuse à main était de sortie ce jour, beaucoup de camarades peuvent en témoigner, nous avons pris en charge une cinquantaine de personnes brûlées au visage, parfois à bout portant. Elle a entraîné vomissements chez deux manifestants et des troubles de la conscience chez un autre.

Le trajet de la manifestation s'est fait dans un nuage plus ou moins épais mais toujours constant de gaz lacrymogènes. Les street medics ont pris en charge plus d'une centaine de crises de panique accompagnées de nombreuses détresses respiratoires réelles, des malaises dont certains avec perte de connaissance. Comme développé dans le communiqué du 10 mai, en plus des difficultés respiratoires et des pleurs/aveuglements, nous constatons que l'utilisation intempestive des gaz provoque beaucoup d'effets à moyen terme tels que des nausées, des difficultés respiratoires, des inflammations des voies respiratoires, des maux de têtes, des inflammations du larynx et des cordes vocales, des bronchites, de l'asthme, des troubles digestifs, etc.

Les palets de lacrymo ont également engendré de multiples blessures chez les manifestant-es, notamment au niveau des mains, de la tête et du visage. Au moins un manifestant a été évacué après avoir reçu un palet sur le front. Nous précisons que les palets lacrymogènes font des brûlures et qu'ils ont ciblé directement des gens (dont parfois des médecins).

Les tirs de Lanceurs de balles de défense (remplaçant du flashball) ont également fait des dégâts, de nombreux hématomes et plaies aux membres inférieurs et supérieurs, au moins trois personnes ont reçu des balles défense 40mm dans l'abdomen et une dans la tempe.

Mais en ce 14 juin, ce sont les grenades de désencerclement (GD) explosant au sol ou des grenades lacrymogènes à tir tendu et les coups de tonfa des multiples charges essuyées par les manifestant-es qui ont causé le plus de dégâts parmi nous.

En effet, les grenades désencercleantes ont causé des hématomes, des plaies, des brûlures au niveau des pieds, mollets, tibias, cuisses, fesses, parties génitales, abdomen, bras et mains, visage et tête. En tout nous avons eu à soigner entre 90 et 100 blessures dues aux GD et au matraquage, dont une vingtaine ont dû être évacuées. Nombre d'entre nous, manifestant-es contre la loi « Travail » et son monde, souffraient d'acouphènes ce soir-là. Une personne a eu un doigt luxé, 3 personnes se sont retrouvées avec des éclats enfoncés dans le thorax, une personne a perdu connaissance suite à un tir tendu occasionnant une plaie au front, il a été évacué.

Un manifestant a également reçu un tir tendu de grenade lacrymogène au niveau des cervicales, entraînant une plaie importante et, le lacrymogène s'étant activé, une brûlure sur l'ensemble de la plaie et du haut du dos. La personne a été évacuée d'urgence à l'hôpital.

Les charges et matraquages intempestifs tout au long du chemin ont nécessité des soins au niveau des membres mais surtout au niveau de la tête et du visage : arcades ouvertes, plaies et hématomes du cuir chevelu, pommettes, mâchoires, lèvres, suspicion de fracture du nez, plaie ouverte sous l'oeil, plaie au niveau du crâne avec arrachement au niveau du cuir chevelu... une centaine de manifestant-es ont été pris-es en charge lors de ces charges.

Toutes ces charges ont provoqué moult mouvements de foule, nous, manifestant-es, avons été victimes de chute, piétiné-es par les forces de l'ordre (suspicion de côtes fêlées), nous sommes foulé des chevilles, le tout toujours au milieu des gaz...

En tout, nous avons pris en charge des centaines de manifestant-es ce mardi (pour information, la préfecture annonce un bilan de « 17 manifestants tous en urgence relative », à quelle manifestation étaient-ils ?) et soulignons, encore une fois, la fulgurante escalade de la répression au fil des manifestations. Cette journée a été éprouvante

pour nous tou-tes, mais n'entame en rien notre détermination !

Nous ne sommes ni sauveteuses, ni sauveteurs, juste des manifestant-es qui se préfèrent debout plutôt qu'à genoux ! La solidarité est notre arme !

Des manifestant-es / street medics, présent-es à la manifestation du 14 juin 2016.

Pour prendre contact ou apporter un témoignage : street-medic@riseup.net

P.-S.

Nous sommes plusieurs dizaines de manifestant-es (étudiant-es, salarié-es, intermittent-es, précaires, grévistes ou non, Nuit Deboutistes de l'infirmierie militante de la place de la République) à avoir décidé de venir équipé-es de matériel de premiers soins en manifestation afin d'aider TOUTES les personnes victimes de la répression policière.

Extrait du témoignage d'une blessée à la manifestation du jeudi 14 juin contre la loi El Khomry et son monde

Mardi 14 juin vers 14h20 boulevard Port Royal, alors que nous manifestions en tête de cortège, l'ambiance a commencé à chauffer. Ça a gazé sévère, la foule s'est rangée du côté gauche de la manif. Une dame d'une soixantaine d'années s'était assise sur le bord du trottoir. Sur le trottoir en face les flics (CRS, ou gardes mobiles je ne sais pas) envoyaient des bombes lacrymogènes en direction de la foule et donc de cette dame. Elle ne bougeait pas et semblait terrorisée, avec un ami on est allé la voir et on l'a aidé à se lever pour avancer afin qu'elle ne se fasse pas blesser. Mais avec le gaz en masse, nous avions du mal à avancer. D'un seul coup j'ai senti un choc brutal sur ma tempe droite, ça raisonnait dans mon oreille, j'ai lâché cette femme et me suis mise à terre en hurlant. Je venais de me prendre un tir de flash-ball directement sur ma tempe !!!

Mon ami est arrivé pour m'aider ainsi que des camarades des équipes de médecins, ils m'ont aidée à me mettre sur le côté, moi j'hurlais de douleur et de peur pensant à mon oreille, à mon ouïe, et aux séquelles que je pourrais avoir. Les manifestants ont réussi à négocier avec les flics que je sorte avec mon ami, mais dans la foulée les flics les ont bousculés, alors qu'il ne se passait rien.

Je suis allée aux urgences de l'hôpital Cochin, en y arrivant nous avons retrouvé d'abord 6 autres manifestants blessés à la tête, puis de plus en plus. En discutant avec eux j'ai appris que les flics les avaient matraqués à la tête, les blessures étaient plus ou moins profondes, mais beaucoup saignaient. Les manifestants disaient comme pour se justifier « j'ai rien fait ». Plus le temps avançait, plus les urgences se remplissaient de manifestants blessés à la tête...

[En intégralité sur Paris-luttes-infos : [\[C\]](#)]

Autre extrait de témoignage : par une manifestante, « syndicaliste et Debout », écrit à chaud après la manifestation contre la loi Travail du 14 juin à Paris.

Aux Gobelins, les rangs sont très serrés. La manif part. Le cortège de tête est très vite chargé.

Un jeune se fait choper. On essaie d'intervenir à plusieurs pour calmer le jeu et essayer de le récupérer. Un CRS finit par me dire « laissez-nous faire notre travail ». C'est alors qu'un homme un peu âgé surgit sur la chaussée, la tête en sang, encadré de CRS. Je demande alors au CRS si c'est ça son travail ?

Les CRS menotent le blessé qui est emmené sur le trottoir. On proteste, on crie. Il est assis par terre. On demande qu'ils appellent les pompiers.

Puis succession de charges : à gauche, à droite, à gauche, à droite. Les CRS entrent dans la manif en hurlant, les

matraques au clair. Des gens tombent. Parfois, on arrive à dégager la chaussée des CRS à coups de « cassez vous ». Parfois on court après eux pour essayer d'empêcher une arrestation.

A un moment, ils relèvent sans ménagement des jeunes filles qui sont assises sur le trottoir. Je finis par comprendre qu'une d'elle est blessée à la tête. Ils les encerclent.

C'est alors qu'un médecin me dit qu'ils ne soignent que des blessures au crâne. Les flics cognent très fort et en priorité sur la tête. Beaucoup de gens à la fin de la manif avec des bandages en effet... Je me dis alors qu'il faut que je vienne désormais casquée. Ce qu'il me conseille vivement, me montrant une partie de son casque enfoncée par un coup de matraque. Heureusement en effet qu'il avait son casque...

On repart après une énième charge. Les rangs sont un peu clairsemés quand une grenade lacrymogène arrive de derrière nous en rase motte et passe entre les jambes d'un manifestant devant nous.

Il s'affale de tout son long face contre terre et alors, l'horreur a lieu : en tombant, il coince la grenade en feu entre son cou et le bitume. Trois quatre personnes se précipitent sur lui pour dégager le fumigène. Le gars ne bouge plus. Nous l'entourons nombreux et appelons les médecins et les secours. Nous sommes très nombreux autour à ce moment là et les CRS chargent à nouveau sur nous pour nous dégager et prendre position autour du blessé. C'est alors que collectivement, sans nous parler, pensant à nos très nombreux blessés qui se sont vus mis en examen et aussi hélas à Romain D., nous nous battons contre les CRS pour qu'on puisse continuer de nous en occuper et qu'ils dégagent. On y arrive ; ils dégagent, mais dans la bataille, ils ont blessé deux autres manifestants qui sont à terre juste à côté du grand blessé.

[En intégralité sur Paris luttés infos : [Ici](#)]

Extrait du témoignage d'une manifestante sur les affrontements au croisement boulevard du Montparnasse et rue de Sèvres et l'attitude d'une police violente et sans limite.

(...) Le canon à eau et son escorte de bleusaille caparaçonnée, avantageusement placée au carrefour, nous y attendaient en renfort de ceux qui nous harcelaient déjà de tout les côtés. Leur plan : scinder le cortège de tête pour pouvoir y semer le chaos. Duroc a été élu point stratégique d'usage massif et disproportionné de gazage, grenades, tonfas, coups de boucliers, appuyés par le canon à eau. Durant des dizaines de minutes : une séance de torture, beaucoup de blessé.e.s, le personnel de l'hôpital a accueilli ceux qui fuyaient l'affrontement, des camarades ont pissé le sang d'interminables minutes avant qu'on ait pu les secourir, d'autres vomissaient, suffoquaient, s'évanouissaient. (...) J'y ai vu un jeune médecin se faire tabasser par la BAC alors qu'il s'accroupissait pour porter secours, une fille la côte apparemment cassée qui étouffait sous les regards amusés des sadiques de la flicaille... Évidemment, après libération, la suite (très longue) n'a pas été moins violente, les blessures encore plus graves, et les provocations incessantes... Mais à Duroc, du fait du confinement et de la nature de la répression clairement punitive et explicitement sadique, à Duroc j'ai cru mourir - et pas que moi.

[En intégralité sur Paris luttés info : [Ici](#)]

Duroc un piège orchestré : Toutes les rues adjacentes étaient bloquées par des grilles anti émeutes, difficile de faire demi-tour et pour ceux qui l'ont fait il a fallu remonter jusqu'après Montparnasse et là subir une fouille individuelle.

Communiqué CNT-RP suite à la manifestation du 14 juin à Paris

Violences policières contre les cortèges syndicaux et les manifestants : le droit de manifester directement remis en cause par l'État.

Contrairement à ce qui se dit en boucle dans les grands médias, lors de la manifestation du 14 juin contre la loi Travail, la violence n'est pas venue des manifestants mais bien de la police, sur ordre du gouvernement.

La grande manif du 14 juin 2016 ou comment la police déteste tout le monde

Une violence policière aveugle, sans précédent, s'est déchaînée tout au long du parcours de la manifestation. Dès le départ, le cortège de tête, avec des personnes de tous âges et de toute appartenance syndicale, est chargé de toutes parts. Les policiers tapent en priorité sur la tête, provoquant des blessures au crâne. De nombreuses personnes tombent sous les coups. La police n'hésite pas à lancer des grenades de désencerclement directement sur les manifestants, tout en les gasant. Plusieurs personnes tombent, touchées au cou, aux cuisses, entre les jambes. L'une d'elles a été blessée au dos, et se trouve aujourd'hui dans un état grave. En parallèle, un camion à eau fait son entrée et asperge les manifestants. Des lignes de CRS coupent le cortège en plusieurs morceaux et nassent 5000 personnes.

À 300 mètres de l'arrivée aux Invalides, notre cortège syndical est bloqué par les CRS, nous empêchant d'arriver au bout du parcours. Nous demandons à passer, calmement et sans violence, et là, sans aucune raison et sans sommation, notre cortège se fait violemment attaquer et charger par les policiers.

Nous prenons des coups, à la tête, au visage, sur les épaules. Les policiers visent le haut du corps avec une violence inouïe. Notre cortège est chargé, gazé, nous recevons directement au visage du gel vomitif et prégnant. Puis les policiers nous lancent dessus en pluie, et non au sol, des grenades de désencerclement. Certaines touchent notre camionnette, qui manque de prendre feu. Une personne de notre cortège est touchée à l'entrejambe, profondément brûlée. Nous l'évacuons sous les gaz et les tirs de grenade. Notre cortège est ensuite de nouveau violemment chargé et se retrouve scindé en plusieurs morceaux. Nous nous v

Sur l'instrumentalisation des vitres de l'hôpital Necker - Témoignage d'un parent
« Lorsqu'ils mettent sur le même plan « émotionnel » des plaques de verres cassées et ces centaines de milliers de familles éprouvées, MM. Valls et Cazeneuve, n'ont-ils pas honte ? »

Hier, il y avait des centaines de milliers de manifestants dans les rues de Paris. En tête, des milliers de personnes, cagoulées ou non, syndiquées ou pas, se sont retrouvées pour tenir la dragée haute à un dispositif policier hors norme.

Je comprends facilement ce qu'il peut y avoir de désespérant là-dedans pour le gouvernement. Alors que l'on pouvait imaginer qu'au fil des semaines et des mois, la rue se fatigue et la violence soit de plus en plus isolée, c'est tout le contraire qui se passe : la peur de la police ne dissuade pas.

Hier, les manifestants ont commis de nombreuses dégradations. Pour celles que j'ai pu constater, elles étaient toutes « ciblées » : banques, assurances et publicités. Je ne suis pas sûr que cela nécessite beaucoup de débat. Il n'est pas certain que le monde de la finance tremble à chaque fois qu'un distributeur de billet est vandalisé mais que la jeunesse y voie un symbole, je le comprends parfaitement. Qu'une assurance doive appeler son assureur et demander le coût de la franchise, je dois avouer que lorsque j'y ai pensé, ça m'a fait rigoler. Ces gens engrangent des milliards en ponctionnant la solidarité. Quant aux publicités détruites, c'est à€” malgré la méthodeâ€”, la meilleure chose qui puisse leur arriver.

Au milieu de tout cela, quelques vitres de l'hôpital Necker ont été brisées. Bien que les vitres en question n'aient pas d'autre rôle que celui d'isolant thermique : j'en conviens grandement, ce n'est pas très malin.

Certes, briser les vitres d'un hôpital, même par mégarde, c'est idiot ; mais sauter sur l'occasion pour instrumentaliser la détresse des enfants malades et de leurs parents pour décrédibiliser un mouvement social, c'est indécent et inacceptable. Et c'est pourtant la stratégie de communication mise en oeuvre depuis hier, par MM. Cazeneuve et Valls. Allègrement reprise par la droite et relayée sur un plateau doré par tous les médias.

Je le dis d'autant plus volontiers que l'hôpital Necker, j'y ai passé beaucoup de temps et que la détresse et l'angoisse des parents d'enfants très malades, je vois particulièrement bien ce que c'est. Instrumentaliser cette souffrance à des fins aussi bassement politiciennes est abjecte.

Cette indécence est d'autant plus choquante lorsque l'on connaît la situation de l'hôpital public aujourd'hui. MM. Valls et Cazeneuve, « révoltés » du fond du coeur par cinq vitres brisées, le sont-ils autant par les conditions de travail effarantes des personnels hospitaliers ? Lorsqu'un généticien clinique doit travailler 70h par semaine car la direction de son hôpital n'a pas les moyens d'employer un nouveau docteur ni même une secrétaire, quelles en sont les conséquences sur tous ces gentils petits enfants malades au chevet desquels nos ministres accourent depuis hier ? Quand les aides-soignantes et les infirmières sont épuisées, usées jusqu'à la moëlle et rémunérées au minimum, qu'en est-il de la qualité des soins et de l'attention nécessaires à ceux qui passent des mois voire des années dans des couloirs d'hôpitaux ?

Lorsqu'ils mettent sur le même plan « émotionnel » des plaques de verres cassées et ces centaines de milliers de familles éprouvées, MM. Valls et Cazeneuve, n'ont-ils pas honte ? Et tous ces journalistes qui ont titré sur cet horrible assaut contre l'hôpital des « enfants malades », prennent-ils la mesure du sens de leurs mots ?

La palme de l'infamie revient évidemment à M. Cazeneuve qui a tout de même réussi à ajouter à l'équation le fils des deux policiers tués avant-hier.

Des centaines de milliers de personnes défient le gouvernement dans la rue. Une ou deux cassent le double vitrage d'un hôpital. Une ordure tue deux policiers à l'arme blanche. Leur fils de trois ans est en soin à Necker. M. Cazeneuve établit un rapport émotionnel, affectif et psychique entre ces deux séries de faits : la lutte contre la Loi Travail et son gouvernement, le choc produit par la brutalité de ce double meurtre et la situation dramatique de cet enfant. Si les jeunes émeutiers qui ont cassé les vitres de Necker ont été idiots, MM. Valls et Cazeneuve, eux, sont obscènes.

Plutôt que de courir les plateaux télé pour dire des conneries pareilles, retirez la loi travail, financez correctement les hôpitaux et épargnez aux enfants et à leurs parents votre ignoble instrumentalisation. Merci d'avance.

Un parent d'enfant très malade de l'hôpital Necker.

[Envoyé au journal [Lundimatin](#)]